



NATIONS
UNIES



**CONVENTION SUR LA LUTTE
CONTRE LA DÉSSERTIFICATION**

Distr.
GÉNÉRALE

ICCD/COP(3)/4/Add.2
26 octobre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Troisième session
Recife, 15-26 novembre 1999
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

PROGRAMME ET BUDGET

Rapport sur l'exécution du budget de la Convention pour 1999

Note du secrétariat

Additif

1. Dans la décision 6/COP.2, le Secrétaire exécutif a été prié de faire rapport à la Conférence des Parties à sa troisième session sur l'exécution du budget de la Convention pour 1999.
2. On trouvera ci-joint, pour examen par la Conférence des Parties, le rapport sur l'exécution du budget du Mécanisme mondial pour 1999 ¹, tel qu'il a été envoyé par le Fonds international de développement agricole le 13 octobre 1999.

^{1/} Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition du secrétariat de la Convention.

Le tableau budgétaire ci-joint donne des informations sur les faits nouveaux intervenus dans le budget du Mécanisme mondial en 1999. Comme indiqué, ce budget a été révisé à deux reprises et le tableau indique le montant cumulatif des engagements de dépenses au 31 août 1999 ainsi que les prévisions de dépenses et le solde prévu au 31 décembre 1999. Le montant cumulatif des dépenses au 31 août 1999 représentait 37 % du budget et, à la fin de l'année, ce pourcentage devrait, selon les estimations, atteindre 92 %.

Le tableau indique aussi les économies réalisées sur les postes budgétaires concernant le personnel (39 % pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et 44 % pour les agents des services généraux). Ces économies s'expliquent par le fait que le processus de recrutement des administrateurs a pris beaucoup plus de temps qu'on ne l'avait prévu à l'origine. Le recrutement des agents des services généraux est bien entendu lié à celui des administrateurs, si bien que les économies qui apparaissent au titre de cette ligne budgétaire sont la conséquence directe de la longueur du processus de recrutement des fonctionnaires de cette dernière catégorie.

Les montants réaffectés par rapport au budget initial l'ont été pour l'essentiel de la rubrique du budget concernant les "dépenses de personnel" à celles intitulées "honoraires d'experts" et "médias, communications et mise en réseau". Le montant prévu au titre de ces deux lignes budgétaires a augmenté de 311 % pour la première et de 386 % pour la seconde, par rapport au projet de budget.

Dans la rubrique "honoraires d'experts", les fonds ont été réaffectés pour appuyer l'élaboration du programme d'action sous-régional pour l'Asie occidentale et pour financer les services de consultants nécessaires pour aider le bureau du Mécanisme mondial à mettre au point la base de données, à développer l'initiative relative à la dette et à établir des fonds nationaux pour lutter contre la désertification. Compte tenu de l'issue des débats lors de la réunion mondiale du Réseau international d'ONG sur la désertification (RIOD) et des consultations entre ce Réseau et le Mécanisme mondial, le coût d'un appui supplémentaire au RIOD pour l'aider à participer plus activement au processus découlant de la Convention pourra être imputé sur cette ligne budgétaire avant la fin de l'année.

En ce qui concerne l'accroissement au titre de la rubrique "médias, communications et mise en réseau", les ressources supplémentaires ont servi à appuyer le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel à passer de la phase de planification à la phase d'application du programme d'action sous-régional pour l'Afrique occidentale. Deux ateliers d'harmonisation organisés avec l'appui de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organismes, dans le but de synchroniser les plans d'action nationaux du Burkina Faso et du Sénégal et l'Initiative pour la fertilité des sols ont également été financés au moyen de crédits inscrits sur cette ligne budgétaire. Celle-ci a également servi à assurer le financement de la réunion mondiale du RIOD, d'un atelier organisé par le Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse et consacré aux prévisions relatives au climat et à la sécheresse, de la téléconférence FIDAmerica et de la production d'une brochure sur le Mécanisme mondial.

Le budget fait apparaître un solde positif de 68 509 dollars à la fin de l'année. Compte tenu du fait que 1999 est la première année de fonctionnement du Mécanisme mondial, du délai nécessaire au recrutement de personnel et du temps qu'il a fallu forcément consacrer à l'élaboration de la stratégie opérationnelle et à la mise en route des activités du Mécanisme, la capacité d'absorption de celui-ci a été limitée. Au moment où il va entrer dans sa deuxième année d'activité, un grand nombre des conditions de base requises pour qu'il fonctionne bien sont remplies et sa capacité d'absorption pour l'an 2000 sera, en toute logique, considérablement supérieure. Il s'agit là d'une évolution qui peut être considérée comme normale pour une institution récemment mise en place et il en a été tenu compte dans les prévisions de dépenses soumises pour les années 2000 et 2001.

MÉCANISME MONDIAL -BUDGET INITIAL APPROUVÉ POUR 1999/ SECOND BUDGET RÉVISÉ POUR 1999 SOUMIS POUR APPROBATION				
POSTES BUDGÉTAIRES	Budget initial approuvé pour 1999 (en dollars des États-Unis)	Première révision (montant des fonds réaffectés)	Révision finale (montant des fonds réaffectés)	Budget final révisé (à approuver) (en dollars des États-Unis)
1. DÉPENSES DE PERSONNEL				
Personnel permanent et personnel engagé pour une durée déterminée				
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				
Directeur, D2, échelon 1	153 636	10 000	(1 300)	162 336
Administrateur de programme (hors classe), P5	101 592	(45 152)	(15 400)	41 040
Frais de recrutement et de transfert de l'administrateur de programmes	40 635	(20 635)	(7 900)	12 100
Analyste financier/Gestionnaire de systèmes, P4	72 520	(18 130)	(22 300)	32 090
Frais de recrutement et de transfert de l'analyste financier/gestionnaire de systèmes	32 653	(19)	(9 500)	23 134
Spécialiste de l'élaboration des programmes, P4	54 390	(18 130)	(36 260)	0
Frais de recrutement et de transfert du spécialiste de l'élaboration des programmes	32 634		(7 600)	25 034
Total partiel, allocation pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	488 060	(92 066)	(100 260)	295 734
Agents des services généraux				
Assistant administratif, G6 (G4)	74 090	(14 690)	(17 500)	41 900
Secrétaire de l'administrateur de programme	44 550	(17 376)	(10 000)	17 174
Heures supplémentaires		7 000	0	7 000
Total partiel, allocation pour les agents des services généraux	118 640	(25 066)	(27 500)	66 074
Allocation pour le personnel temporaire				
Honoraires d'experts	45 000	68 000	27 000	140 000
Agents des services généraux	40 000	(3 000)	(13 500)	23 500
Total partiel, personnel temporaire	85 000	65 000	13 500	163 500
MONTANT TOTAL DES DÉPENSES DE PERSONNEL	691 700	(52 132)	(114 260)	525 308
2. FRAIS GÉNÉRAUX ET DU BUREAU				
a) Émoluments et frais des vérificateurs externes			5 000	5 000
b) Matériel de bureau et entretien	20 000		0	20 000
c) Frais de représentation	2 300	200	0	2 500
Total partiel, frais généraux et du Bureau	22 300	200	5 000	27 500
3. AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
a) Voyages officiels	140 000	2 000	0	142 000
b) Médias, communications et mise en réseau	36 000	42 000	61 000	139 000
c) Publications	10 000	7 932	(7 248)	10 684
Total partiel, autres dépenses de fonctionnement	186 000	51 932	53 752	291 684
IMPRÉVUS	100 000		(31 492)	68 508
TOTAL	1 000 000	0	(87 000)	913 000
Appui administratif et appui aux systèmes = 8 % de 913 000 dollars des États-Unis				73 040
